



5. « Les universités, voilà l'ennemi. »

Description

Eric Fassin est professeur de sociologie et d'études de genre, à l'Université Paris 8 Vincennes - Saint-Denis, chercheur au SOPHIAPOL, membre senior de l'Institut Universitaire de France. Il est notamment l'auteur de *Misère de l'anti-intellectualisme. Du procès en wokisme au chantage à l'antisémitisme* (Textuel, 2024, deuxième édition augmentée 2025). Il nous livre un texte inédit dans le cadre de ce dossier de l'Agence Média Palestine, pour émettre son opinion sur les 7 octobre.

Cet article est publié dans le cadre de notre dossier thématique [Deux ans après : penser depuis le 7 octobre](#)



Effet Foucault à?? Colloque international

Les universités en procés

Le 4 septembre 2025, lâ??Universit  de Californie   Berkeley notifié cent soixante membres de la communauté universitaire,  tudiant -es, professeur -es et personnel administratif, que leur nom apparaissait dans des rapports envoyés à la demande de lâ??administration Trump sur des   allégations d  incidents antisémites  . Toutefois, aucune information ne leur  t t communiquée sur le contenu de ces dossiers. Judith Butler, qui figure dans cette liste, a  t t en position de le révéler publiquement pour dénoncer une logique kafka enne :  « K espère désespérément bénéficier de protections équivalentes à celles offertes par le 6  et le 14 

amendements de la Constitution, à savoir le droit à être défendu par un avocat, le droit à être présent devant un jury impartial, et le droit à connaître l'identité de ses accusateurs, la nature des accusations portées contre soi et les preuves retenues pour instruire un procès. Or, le courrier du service juridique de l'université semble impliquer que « l'allégation n'a fait l'objet d'aucune enquête ni d'aucun jugement. » On est bien au pays de Kafka.

Depuis le 7 octobre 2023, aux États-Unis, les universités, et en particulier les plus prestigieuses, sont accusées de tolérer, voire d'encourager l'antisémitisme. C'est pour ce motif, ou plutôt sous ce prétexte, qu'à la suite d'auditions organisées deux mois plus tard par des élus républicains à la Chambre des Représentants, plusieurs présidentes de l'Ivy League ont été poussées à la démission : celle de l'Université de Pennsylvanie, puis de Harvard, puis de Columbia. En 2025, sous le coup d'accusations similaires, les présidents de l'Université de Virginie et de Cornell ont subi le même sort. Aux unes comme aux autres, il est reproché de n'avoir pas su voire voulu empêcher les manifestations pro-palestiniennes sur leurs campus. La solidarité avec Gaza est ainsi identifiée à l'antisémitisme, considéré comme une forme d'antisémitisme au nom d'une définition empruntée à l'International Holocaust Remembrance Alliance (IHRA). Dès lors, en dépit du soutien d'associations, d'étudiants et de professeurs juifs, ce qui est visé, c'est la critique d'Israël, et en l'occurrence de la guerre menée par son gouvernement.

L'extrême droite contre l'antisémitisme ?

Qu'il s'agisse d'un régime d'extrême droite est la clé : il s'agit bien en réalité de politique, plus que d'antisémitisme. Comment expliquer sinon qu'aux États-Unis la droite républicaine radicalisée se mobilise contre, tout en continuant de porter elle-même un discours antisémite ? Ce n'est pas un hasard si les discours de haine se sont multipliés après le rachat de Twitter par Elon Musk, non seulement contre les minorités sexuelles et raciales, mais aussi contre les juifs. Ce milliardaire d'origine sud-africaine s'est fait le relais des campagnes xénophobes et racistes sur les réseaux sociaux contre le (supposé) Grand remplacement. Dans sa version états-unienne, aux remplaçants de couleur et aux remplaçés blancs s'ajoute la figure du remplaceur à primum juif. Autrement dit, ce sont des personnages comme George Soros qui se voient imputer la responsabilité d'une « submersion migratoire ». Elon Musk lui-même n'a pas hésité à reprendre son compte cette version antisémite de la rhétorique du Grand remplacement, soutenu par d'éminentes figures de la droite radicale, comme Tucker Carlson ou Charlie Kirk, pour qui « le fondement philosophique du racisme anti-blanc a été en grande part financé par des donateurs juifs ». Qu'importe ce conspirationnisme : non seulement l'antisémitisme serait antisémite, mais l'antisémitisme se réduirait, dans ce discours porté par l'*alt-right*, à l'antisémitisme.

Ce qui vient légitimer cette double redéfinition de l'antisémitisme, par extension puis réduction à l'antisémitisme, c'est d'une part, aux États-Unis, la validation par l'Anti-Defamation League (ADL), association historiquement engagée contre l'antisémitisme, et d'autre part, en Israël, l'appui de Benjamin Netanyahu et son gouvernement, au nom des « valeurs judéo-chrétiennes ». Autrement dit, l'extrême droite a aussi imposé une version qui lui sert d'arme de guerre contre la « gauche radicale », également redéfinie pour inclure, non seulement le mouvement antifa, d'extrême gauche terroriste, mais aussi le parti démocrate, jugé marxiste et communiste, nonobstant son ralliement au néolibéralisme. La diabolisation de la

gauche est ainsi l'envers de la diabolisation de l'extrême droite. Ce retournement rhétorique n'est pas propre aux États-Unis : en France aussi, il a aussi imposé dans le jeu électoral pour le plus grand bénéfice du Rassemblement national : les enquêtes annuelles de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) n'ont-elles pas établi que, en miroir inverse de l'électorat de gauche, celui de l'extrême droite est à la fois le plus antisémite par ses préjugés antisémites et le plus sioniste dans son soutien à Israël ?

Le modèle trumpiste

De fait, la droite française s'est employée à imiter les représentants républicains au Congrès en organisant, à l'Assemblée nationale comme au Sénat, des auditions pour malmener les présidents d'université en accusant pareillement leurs institutions de tolérer des manifestations d'antisémitisme. Sans doute l'intimidation n'a-t-elle pas eu le même succès qu'aux États-Unis, où des présidents ont été poussés à la démission par des conseils d'administration extra-universitaires ; en France, parmi leurs homologues, ça n'a pas été le cas. C'est que leur légitimité repose sur l'élection par la communauté universitaire. L'auto-gouvernement est en France, à la différence des États-Unis, au principe des libertés académiques. Reste que ces auditions ont amené le Parlement à adopter une loi sur la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur qui a failli reprendre son tour la définition de l'IHRA.

Le modèle trumpiste fait la démonstration que la lutte contre l'antisémitisme n'est qu'un prétexte, non seulement parce qu'il s'accommode d'un complotisme antijuif, mais aussi du fait qu'il est le point de départ d'autres attaques. À UCLA, par exemple, l'enquête pour antisémitisme s'est conclue par des exigences de contrôle sur le recrutement des étudiants et des professeurs, en même temps que sur des contenus pédagogiques, qu'il s'agisse de genre, de race ou plus largement de l'histoire nationale. C'est ainsi, par exemple, que les enquêtes lancées sur l'antisémitisme universitaire permettent au régime, du même coup, d'imposer sa politique transphobe. La rhétorique de la lutte contre l'antisémitisme joue un rôle de fer de lance dans l'offensive néofasciste contre la gauche académique.

De fait, les attaques anti-universitaires n'ont pas commencé le 7 octobre 2023. On est passé, pour reprendre le sous-titre de mon livre *Misère de l'anti-intellectualisme*, publié un an plus tard, à « du procés en wokisme au chantage à l'antisémitisme. » L'imputation de wokisme, comme la dénonciation de la *cancel culture*, qui ont toutes deux traversé l'Atlantique, ou encore, spécifiquement française, l'accusation d'islamogauchisme, visent ensemble des savoirs critiques. Il s'agit de champs disciplinaires où, refusant l'exigence politique de neutralité, des universitaires dissipent l'évidence trompeuse de l'ordre social. En réaction, on a vu se monter des campagnes contre « l'idologie du genre » (en France, on dit plutôt « théorie du genre ») puis contre la *Critical Race Theory* (en France, on parle d'intersectionnalité).

En finir avec la vérité

Reste que, avec la défection de Donald Trump et les décrets présidentiels dictés son investiture, il a fallu se rendre à l'évidence : les savoirs critiques n'étaient qu'une première cible. Depuis lors, c'est aussi bien la science du climat que les savoirs médicaux, des vaccins à l'autisme, qui sont remis en cause par le pouvoir politique dans une version droitiste du lysenkisme. Autrement dit, ce n'est pas seulement la gauche universitaire ; c'est

lâ??universitÃ© en tant que telle. Lâ??actuel vice-prÃ©sident, J.D. Vance, avait fait en 2021 un discours intitulÃ© : Â« Les universitÃ©s, voilÃ© lâ??ennemi. Â» Il y faisait Ã©cho Ã© Richard Nixon : Â« Les professeurs, voilÃ© lâ??ennemi. Â» En 2025, câ??est Christopher Rufo, lâ??homme de main du rÃ©gime dans cette guerre anti-acadÃ©mique, qui revendique dÃ©instiller une Â« terreur existentielle Â» au monde universitaire.

Comment comprendre la visÃ©e politique de cet anti-intellectualisme ? Sans doute sÃ©appuie-t-il sur une forme dÃ©anti-Ã©litisme mobilisant le ressentiment populiste face Ã© lâ??arrogance culturelle de certains mandarins ; mais il ne faut pas se laisser abuser par cette rhÃ©torique. Les Ã©lites actuelles sont Ã©conomiques, et non intellectuelles. Pourquoi sÃ©en prendre alors aux universitaires ? Câ??est dÃ©abord que cette corporation forme la jeunesse qui reste la classe dÃ©Ã©ge la plus Ã©loignÃ©e, idÃ©ologiquement, de la tentation nÃ©ofasciste. Autrement dit, les universitaires, Ã© dÃ©fait dÃ©exercer un vÃ©ritable pouvoir, sont susceptibles dÃ©avoir une certaine influence. Câ??est ensuite quÃ©au moment oÃ¹ lâ??Ã©dition et les mÃ©dias tombent sous la coupe dÃ©oligarques, le monde universitaire est un des derniers endroits oÃ¹ la critique peut se dÃ©ployer avec une relative libertÃ©. Câ??est enfin que le nÃ©ofascisme veut en finir avec lâ??idÃ©al de recherche de la vÃ©ritÃ© qui est censÃ© dÃ©finir le monde universitaire. Pour imposer *leur* vÃ©ritÃ©, ces rÃ©gimes sÃ©acharnent Ã© saper lâ??autoritÃ© de la vÃ©ritÃ© en inondant lâ??espace public de ce que le philosophe Harry Frankfurt appelle *bullshit* â?? et que je traduis par Â« nÃ©importe quoi Â» : non pas (seulement) les *fake news*, mais (aussi et surtout) les *alternative facts*.

Câ??est ainsi quÃ©il faut comprendre lâ??anti-intellectualisme politique actuel. Aux Ã©tats-Unis, il rÃ©sonne avec lâ??histoire du maccarthysme. Une fois encore, les intellectuels sont la cible, en mÃ©me temps que la gauche. Toutefois, lâ??antisÃ©mitisme des annÃ©es 1950 a cÃ©dÃ© la place, dans les annÃ©es 2020, Ã© ce qui se prÃ©sente comme une lutte contre lâ??antisÃ©mitisme. Aux Ã©tats-Unis, les juifs ne sÃ©y sont pas trompÃ©s. Alors que beaucoup sÃ©inquiÃ©tent dÃ©une poussÃ©e dÃ©antisÃ©mitisme, 72% jugent que lâ??antisÃ©mitisme nÃ©est quÃ©un prÃ©texte de Trump pour attaquer les universitÃ©s. Ce nÃ©est donc pas un hasard si Judith Butler, qui revendique fortement son inscription dans lâ??histoire juive, est taxÃ©e dÃ©antisÃ©mitisme. La lutte contre lâ??antisÃ©mitisme instrumentalisÃ©e par des antisÃ©mites contre des juifs, nÃ©est-ce pas lâ??ultime assaut politique contre la vÃ©ritÃ© dans son principe mÃ©me ?

Ce texte paraît dans le cadre de notre dossier thÃ©matique Â« [Deux ans aprÃ©s : penser depuis le 7 octobre](#) Â», qui prÃ©sente chaque jour une analyse.

Retrouvez les articles prÃ©cÃ©dents :

- [Face au gÃ©nocide, les fables europÃ©ennes ne tiennent plus](#), par Muzna Shihabi
- [Qui a tuÃ© le droit humanitaire ?](#), par Rony Brauman
- [Le nouvel esclavage](#), par Nahla Chahal
- Depuis le 7 octobre la Palestine est entendue, par Ariella AÃ©cha Azoulay
- Â« Les universitÃ©s, voilÃ© lâ??ennemi. Â», par Eric Fassin
- La bÃ©te jaune revient, par Yitzhak Laor
- Le 7 octobre, câ??est la fin dÃ©un certain ordre mondial, par Ines Abdel Razak
- La violence de la dÃ©faite, par Eyal Sivan

- Contre le Gospel, par *Majd Kayyal*

date créée
2025/10/06